

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Histoire (France) > Histoire & mémoire > La France et la question coloniale > **Refoulement et persistance de la question coloniale en France**

Culture

Refoulement et persistance de la question coloniale en France

dimanche 17 octobre 2021, par [PLENEL Edwy](#) (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2021).

Plus que toutes les autres anciennes puissances impériales, la France est travaillée en profondeur par la question coloniale, structurant la relation qu'elle entretient avec le monde et façonnant le regard qu'elle porte sur elle-même. Un article de la « Revue du crieur », dont le numéro 19 vient d'être publié.

Non pas que d'autres nations européennes ne soient pas encore travaillées par leur passé impérial, ses enjeux mémoriels et ses héritages culturels. Mais c'est en France que la question coloniale est toujours une question politique active et concrète, déterminant aujourd'hui encore les débats idéologiques et les orientations gouvernementales. La déplier, c'est découvrir que s'y emboîtent la question sociale (la constitution et le renouvellement des classes populaires par l'apport des relations, échanges et migrations venues d'ailleurs), la question démocratique (la fusion, sous le poids d'une monarchie présidentielle, du grand Un vertical du pouvoir et du grand Même uniforme de l'identité) et la question internationale (la relation à la diversité, à la pluralité et à la fragilité d'un monde interdépendant où l'universel se construit dans l'échange et le partage, plutôt que dans la domination et la soumission).

Cette insistance de la question coloniale distingue la France des autres anciennes puissances continentales qui ont contribué à la projection de l'Europe sur le monde où, en même temps que se construisait sa richesse par l'accumulation primitive du capital, s'est politiquement inventé l'Occident comme jauge, juge et modèle des autres peuples et cultures auxquels il s'imposait par la force et la conquête. La décolonisation française est à la fois la plus tardive (excepté la portugaise, qui intervient 12 ans après l'indépendance algérienne), la moins consentie (de 1945 à 1962, ce furent 17 années de guerres coloniales françaises ininterrompues, de Madagascar à l'Algérie, en passant par l'Indochine) et la moins complète (la France est désormais la seule puissance coloniale directe avec ses départements et territoires d'outre-mer).

À la fin du XVIII^e siècle et au cours du XIX^e siècle, les empires britannique et espagnol ont tôt été contraints de céder à leurs propres colons, eux-mêmes esclavagistes, la souveraineté de certains de leurs territoires (États-Unis d'Amérique pour les premiers, nations sud-américaines pour les seconds). Rien de tel s'agissant de la France, dont le joyau colonial – Saint-Domingue, aujourd'hui Haïti – fut le théâtre de la quatrième des révolutions primordiales, celle des esclaves emmenés par [le « Spartacus noir », Toussaint Louverture](#), qui subvertit par sa radicalité les trois autres révolutions – parlementaire britannique, indépendantiste américaine et républicaine française. Une révolution dont le peuple haïtien paiera l'audace, [au sens propre de dédommagements financiers](#), jusqu'au mitan du XX^e siècle.

Quant à l'Allemagne et à l'Italie, elles perdirent leurs empires coloniaux dans leurs défaites

européennes, à l'issue de la guerre de 1914-1918 pour la première, de la guerre de 1939-1945 pour la seconde. À l'inverse, la France n'a réussi à se trouver à la table des vainqueurs en 1945, après que la majorité de ses élites politiques, économiques et intellectuelles eurent consenti à la collaboration avec le nazisme, que grâce à la mobilisation des colonies, qui fournirent le gros des troupes de la France libre, cette armée improbable qui fonda la légitimité de Charles de Gaulle.

Enfin, le Portugal, pays européen parti premier à la conquête des lointains, fut aussi, cinq siècles plus tard, celui dont la décolonisation sera synonyme de démocratisation. En 1974, la révolution des Œillets, qui mit fin à la dictature de Salazar et instaura la démocratie, fut portée par des militaires engagés dans les sales guerres africaines (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Cap-Vert). À l'opposé, l'ultime crise coloniale française, celle de la guerre d'Algérie, enfanta en 1958 un coup d'État militaire contre le régime démocratique dans l'espoir, finalement contrecarré, de maintenir l'empire colonial, mais qui servit d'acte de naissance à l'actuelle V^e République, ce « *coup d'État permanent* ».

Publiée en 2015, [la grande enquête de l'Institut national d'études démographiques \(Ined\)](#) sur la diversité des populations en France a établi que 14 % de la population française est née hors de métropole et que 15 % est directement issue de migrants, Domiens et Français nés hors métropole. À ces près d'un tiers d'habitants peu ou prou intimement liés à l'histoire coloniale de la France, il faut ajouter toutes celles et tous ceux qui, sans en être issus, ont été concernés ou impliqués lors de cette projection de la France hors de son hexagone continental, notamment durant les décennies d'une décolonisation tardive et douloureuse. L'Ined a, de plus, démontré combien les populations liées aux migrations coloniales se sentaient plus concernées que d'autres par la vie politique nationale, revendiquant une intégration citoyenne, tout en assumant une pluralité d'identités qui fait de la France une nation multiculturelle.

La France est la butte-témoin du colonialisme européen, avec 18 % de son territoire en outre-mer et possédant, grâce à ces terres lointaines, le deuxième domaine maritime de la planète, derrière les États-Unis.

Par ailleurs, la France est au XXI^e siècle la dernière puissance coloniale directe au monde, seule nation plantant son drapeau tricolore sur tous les continents, de la Guyane à la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie, en passant par les Antilles, Mayotte et La Réunion. Elle est ainsi la butte-témoin du colonialisme européen, avec 18 % de son territoire en outre-mer (qui compte 4 % de sa population) et possédant, grâce à ces terres lointaines, le deuxième domaine maritime de la planète, derrière les États-Unis. Ce n'est pas seulement une anomalie historique au regard du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, reconnu par les traités et conventions internationales depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est aussi une exception qui, paradoxalement, contribue à rendre la France aveugle à elle-même, refusant, par préjugé colonial, de reconnaître sa dimension multiculturelle, sa diversité d'origines, sa pluralité de cultures.

Au-delà de cet aveuglement, cette persistance d'un colonialisme direct se traduit par des conflits tangibles [dont la Nouvelle-Calédonie est l'épicentre](#) depuis quatre décennies, marqués en 1988 par l'assaut militaire meurtrier contre des indépendantistes kanaks [à Ouvéa](#) et prolongés depuis par des

accords sur un processus d'autodétermination qui n'a pas encore connu son terme. Mais il faut y ajouter des soulèvements récurrents, spécifiques à l'outre-mer, qui, à l'instar du [mouvement contre la « profitation » de 2008-2009](#) en Guyane puis aux Antilles, inspirent et insufflent des protestations populaires hexagonales, comme ce fut le cas avec l'occupation des ronds-points par les « gilets jaunes » dans une même protestation contre la vie chère.

Cette résistance aux injonctions autoritaires d'un pouvoir central se plaçant en surplomb de la société s'est encore illustrée durant la crise sanitaire du coronavirus avec [une pesanteur active du passé colonial qui a entravé la vaccination](#). À cette occasion, dans la diversité confuse des protestations populaires, s'est laissé entrevoir combien un vieil état d'esprit colonial déterminait la relation des gouvernants aux territoires : au lieu d'appréhender la France comme un tissu bariolé, maillé de situations diverses, ils ne la voient qu'au prisme d'une uniformité étatique qui méprise les sensibilités locales ou infantilise les collectivités régionales. Où l'on retrouve la défiance de la III^e République, alors résolument colonialiste à l'extérieur, à l'égard des « petites patries » qui, à l'intérieur, constituent l'Hexagone français, de la Bretagne à l'Occitanie.

Il y a près d'un demi-siècle, en 1976, une série de grands reportages du quotidien *Le Monde* sur les « confettis de l'empire » s'ouvrait sur cette interrogation : « *La France sera-t-elle la dernière puissance coloniale du monde occidental ? La question peut faire sursauter bien des Français de bonne foi, pour qui, après l'indépendance de l'Algérie et des pays d'Afrique noire, le "dossier colonial" est refermé depuis longtemps.* » Depuis 1962, les élites gouvernantes françaises et leurs relais intellectuels ou médiatiques ont en effet transformé la question coloniale en angle mort du débat public. Comme si, avec les indépendances, elle avait été définitivement évacuée, rendue aux peuples devenus souverains et n'habitait aucunement l'ancienne puissance.

À tel point que *Les Lieux de mémoire*, ouvrage collectif paru sous la direction de Pierre Nora entre 1984 et 1992, ne s'arrête à aucune trace du passé impérialiste français, à l'exception de l'exposition coloniale de 1931. Ni le Code noir, ni la longue durée esclavagiste, ni la révolution haïtienne, ni les conquêtes républicaines, ni la guerre d'Algérie, etc., ne trouvent place dans ce monument d'une histoire intrinsèquement racinée, saisie dans l'immobilité et l'éternité d'une « identité nationale » qui exclut les ailleurs, divers et lointains, ayant pourtant tissé la France, son passé et son présent.

Comme l'a souligné Marcel Detienne dans [L'Identité nationale, une énigme](#) (Gallimard, 2010), cet effacement inaugurerait le renouvellement d'une pensée de la nation construite sur la « *mêmeté* » (« être les mêmes, rester les mêmes »), dont la violence symbolique à l'égard des populations témoignant de la diversité française a légitimé et renforcé une violence étatique bien réelle, particulièrement policière.

La parution en 2017 au Seuil, sous la direction de Patrick Boucheron, d'une [Histoire mondiale de la France](#) fit heureusement contrepoids. On peut notamment y revisiter ce « 1492 à la française » du règne de Louis XIV qui mêle « *croisade contre l'islam en Méditerranée, purification religieuse, conversions et expulsions [des protestants], organisation d'un esclavage de masse, idéologie suprématiste* » (Jean-Frédéric Schaub). Se souvenir qu'en 1791, quand commence la révolution des « Jacobins noirs », Saint-Domingue est le premier producteur de sucre et de café au monde, représentant l'essentiel du commerce colonial de la France grâce à l'exploitation forcée de plus de 500 000 esclaves, dont les deux tiers sont nés en Afrique, fournis par une traite négrière intensive qui faisait alors la prospérité de Nantes, de Bordeaux, du Havre et même de Marseille (Manuel Covo). Démystifier enfin la célèbre conférence sur la nation prononcée par Ernest Renan en 1882, alors même que la République allait se convertir au colonialisme, dont le propos, décliné au présent, « *rend difficile l'intégration dans la société française de ceux qui viennent d'ailleurs et ne se reconnaissent pas en elle* » (Sylvain Venayre).

Mais cette réplique historienne n'a pas suffi à renverser la tendance lourde d'un débat public entêté à enfouir la question coloniale, à l'expulser ou à la disqualifier. « *Rôle positif* » de la colonisation (loi votée en 2005 puis abrogée sous la présidence de Jacques Chirac), stigmatisation des « *repentances* » (inaugurée sous la présidence de Nicolas Sarkozy), diabolisation des « *séparatismes* » (loi votée sous la présidence d'Emmanuel Macron), assaut contre la pensée « *décoloniale* » à l'université (notamment dans [cet appel d'intellectuels](#) ou dans cet autre, signé par [l'historien Pierre Nora](#)), etc. : cette crispation d'une France officielle, partie en guerre contre toute affirmation ou revendication de la question coloniale, témoigne du retour brûlant, par l'expression et la mobilisation des premiers concernés, de ce qu'elle s'était acharnée à refouler.

C'est toute la différence d'avec les États-Unis, où la persistance du passé esclavagiste à travers la ségrégation raciale fut l'occasion, dès les années 1960, d'une prise de conscience politique et théorique qui a largement irrigué les forces progressistes se réclamant de l'émancipation. Rien de tel en France, où l'anticolonialisme a toujours été tenu aux marges politiques, porté par des figures dissidentes et minoritaires, même si leur aura intellectuelle les faisait rayonner à l'étranger - ainsi du mouvement surréaliste.

Nul hasard d'ailleurs si, dans l'actuel moment de vérité autour de la question coloniale, un même refrain nationaliste, à droite comme à gauche, s'emploie à dénoncer une néfaste influence « *anglo-saxonne* » [dont le « wokisme » serait l'emblème](#). Rien d'autre pourtant, derrière cette caricature aux relents xénophobes, que l'expression concrète des causes communes de l'égalité, rassemblant dans des coalitions arc-en-ciel toutes les bonnes volontés militantes à l'intersection des dominations de classe, de race et de genre.

Ce long retard français risque de se payer au prix fort. Car c'est sur ce terreau qu'a émergé le « *grand remplacement* », cette nouvelle idéologie meurtrière qui nourrit les renaissances néofascistes, jusqu'à leur expression terroriste, dont l'inventeur ([Renaud Camus](#)) et le propagandiste ([Éric Zemmour](#)) sont français. Ayant désormais droit de cité dans le débat public, ce concept est un appel à l'annihilation de la pluralité française par l'affirmation qu'elle serait une menace vitale.

Son ressort est du même ordre que l'antisémitisme moderne tel qu'il prit corps, déjà, en France, à la fin du XIX^e siècle, en même temps que la République faisait le choix de l'expansionnisme colonial - l'antisémite Édouard Drumont, l'auteur de *La France juive*, fut alors élu député d'Alger. Faisant recette au-delà de son territoire de naissance, cette vision fantasmée d'une nation envahie de l'intérieur par l'altérité juive fut le premier socle idéologique du génocide européen, commis par l'Allemagne nazie avec, entre autres, la collaboration de la France pétainiste.

Certes, nous n'en sommes pas là. Mais, tant qu'il persiste, le refoulement de la question coloniale expose la France à de funestes régressions, fragilisant les antidotes aux renaissances racistes. De ce point de vue, la reconnaissance tardive (par [le « Discours du Vél d'Hiv » de Jacques Chirac en 1995](#)) de la responsabilité proprement française, sous l'État de Vichy, dans le crime contre l'humanité dont furent victimes les juifs d'Europe est restée inachevée.

Hannah Arendt, dans la construction en trois parties de ses [Origines du totalitarisme](#), fait de l'impérialisme le point de passage entre l'antisémitisme et le totalitarisme. Le nazisme fut un colonialisme exterminateur, la violence impérialiste précédemment déchaînée sur les continents des conquêtes coloniales ayant fait retour sur le continent européen en visant des populations, cultures ou civilisations, construites comme inférieures et allogènes.

Le nazisme réalisait la rencontre et la fusion entre deux figures paradigmatiques : le juif, l'“autre” du monde occidental, et le “sous-homme”, l'“autre” du monde colonisé

Prolongeant l'intuition fondatrice d'Arendt dans [La Violence nazie, une généalogie européenne](#) (La Fabrique, 2002), Enzo Traverso insiste sur « *les racines européennes du national-socialisme* », en s'érigeant contre la tendance, persistante en France, à vouloir « *expulser les crimes du nazisme de la trajectoire du monde occidental* ». Présentant « *les violences coloniales comme une première mise en pratique des potentialités exterminatrices du discours raciste moderne* », il ajoute : « *Certes, il ne s'agit pas de gommer la singularité de la violence nazie en l'assimilant tout simplement aux massacres coloniaux. Il s'agit plutôt de reconnaître qu'elle fut perpétrée au milieu d'une guerre de conquête et d'extermination entre 1941 et 1945, conçue comme une guerre coloniale au sein de l'Europe.* » « *Le nazisme, insiste-t-il, réalisait la rencontre et la fusion entre deux figures paradigmatiques : le juif, l'“autre” du monde occidental, et le “sous-homme”, l'“autre” du monde colonisé.* »

Dans son expression partisane, sauf à ses marges minoritaires ou dans des sursauts éphémères, la gauche française n'a jamais été résolument anticolonialiste. De fait, la social-démocratie française, par le truchement de la SFIO, ancêtre du Parti socialiste, porte la responsabilité des guerres coloniales qui, notamment en Algérie, ont retardé les indépendances en assumant des crimes dont la généralisation de la torture restera le symbole cruel. Aucun des responsables politiques concernés n'a eu à en rendre compte, à tel point que le premier d'entre eux, [Robert Lacoste](#), gouverneur général et ministre de l'Algérie de février 1956 à mai 1958, fut tranquillement député puis sénateur socialiste jusqu'en 1980, avant de s'éteindre en 1989, à 90 ans.

Au-delà de ce cas pendable, le credo de la gauche française, dans sa diversité, est majoritairement assimilationniste, épousant le culte d'une République dont le grand Un (le pouvoir présidentiel) est aussi un grand Même (l'identité nationale). Aucune de ses deux grandes familles, les socialistes et les communistes, n'est préservée de cette idéologie profondément coloniale qui demande aux altérités de se défaire de ce qu'elles ont en propre, de particulier et de distinctif.

Même quand s'expriment des solidarités, elles laissent transparaître une réticence à l'auto-organisation des premiers concernés par l'affirmation d'un « *fraternalisme* » condescendant et dominateur que dénonçait en 1956 Aimé Césaire dans sa [Lettre à Maurice Thorez](#), lors de sa rupture avec le Parti communiste. Les tensions récurrentes sur une laïcité normative, trahissant la promesse libérale de la loi de 1905 qui faisait droit à la liberté des cultes minoritaires, tout comme les polémiques récentes sur les réunions « *non mixtes* », illustrent cette tendance lourde dont, aujourd'hui, la part musulmane de la population française fait les frais, invitée à l'être moins (musulmane) pour le devenir plus (française).

De fait, l'expression activiste d'un refus de la question coloniale, de son dépassement et de sa résolution, est aujourd'hui portée par un réseau venu des rangs de la gauche, sous l'intitulé « *Printemps républicain* ». Leur idéologie est un retour en arrière qui ramène à la conférence déjà citée d'Ernest Renan en 1882, alors penseur officiel de l'ordre républicain, sur « *Qu'est-ce qu'une nation ?* ». Réponse : « *Une âme, un principe spirituel, un plébiscite de tous les jours.* »

Or, une décennie auparavant, le même Renan écrivait ceci, dans *La Réforme intellectuelle et morale* : « *La colonisation en grand est une nécessité politique tout à fait de premier ordre. Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche et du pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant. [...] Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité.* »

Il ne suffit donc pas de brandir « la République », une République sans adjectif, ni démocratique, ni sociale, ignorante de ses fautes et de ses crimes passés, pour ouvrir aujourd'hui l'horizon de l'espoir.

Ce propos et ces mots qui, aujourd'hui, seraient tenus pour d'extrême droite furent républicains. Il ne suffit donc pas de brandir « la République », une République sans adjectif, ni démocratique, ni sociale, ignorante de ses fautes et de ses crimes passés, pour ouvrir aujourd'hui l'horizon de l'espoir. Et encore moins de présenter la France comme une exception universelle qui pourrait tenir la dragée haute aux autres nations pour être au rendez-vous du monde, de ses défis et de ses urgences. C'est même tout le contraire : l'assurance d'une impasse et d'une impuissance.

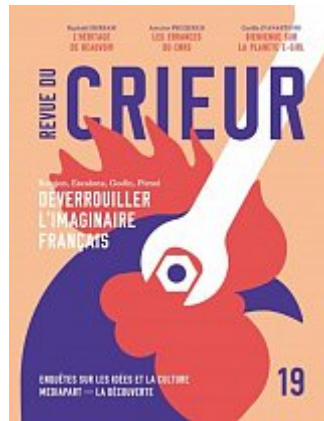
Tandis que le désastre afghan rappelle qu'aucun peuple ne saurait être converti de force à des idéaux démocratiques dont l'Occident s'arroge le monopole tout en les piétinant par sa folie guerrière, la gauche française doit aussi se souvenir que la longue présidence dont elle se réclame, celle de François Mitterrand durant 14 longues années, fut aussi marquée par la persistance de l'aveuglement colonial. Commencée en 1982 par l'amnistie des généraux putschistes qui refusaient l'indépendance algérienne, elle s'est terminée en 1994 par [la compromission avec les génocidaires rwandais](#).

Si ces deux faits ne la résument pas, ils n'en soulignent pas moins l'héritage qui bouche l'horizon des gauches. Et qu'il serait urgent de solder.

Edwy Plenel

Cet article est tiré du n° 19 de la *Revue du crieur*, une coproduction Mediapart-Les éditions La Découverte, qui est disponible en librairie et Relay et en vente par correspondance à partir du jeudi 14 octobre. Il fait partie d'un dossier intitulé « *Déverrouiller l'imaginaire français* », avec des articles de Fabien Escalona (« Un totem nommé République »), François Bougon (« Le syndrome OSS 117 ou le fantasme de la grandeur nationale ») et Romaric Godin (« L'innovation, potion magique de l'économie française »).

Le sommaire complet de [ce numéro peut être consulté ici](#).



P.-S.

- MEDIAPART. 15 octobre 2021 :

<https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/151021/refoulement-et-persistence-de-la-question-coloniale>

Les articles d'Edwy Plenel sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/edwy-plenel>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>